



Bulletin Numéro 205 – Août 2014

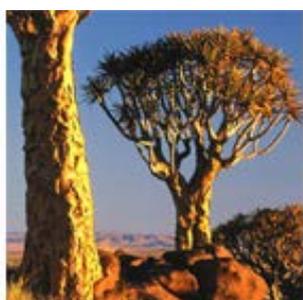
NOTRE OPINION



Les racines d'une forêt

En mars de cette année, plus de 100 organisations du monde entier ont envoyé une lettre à la FAO, pour demander de modifier sa définition trompeuse des forêts. La FAO applique une définition réductrice, dont le seul critère est la présence d'arbres, sans considérer que la forêt est un espace où vivent et dont dépendent non seulement de nombreux types de flore et de faune mais aussi des communautés. D'après cette définition, on appelle 'forêts', par exemple, de vastes plantations industrielles d'eucalyptus à croissance rapide, auxquelles on applique des produits toxiques.

LA DIVERSITE DES LUTTES POUR UNE DIVERSITE DE FORET



Les forêts qui n'apparaissent pas sur les cartes postales : un regard hors de la zone tropicale

Lorsqu'elles parlent de 'forêts tropicales', la majorité des études, des campagnes et des politiques se centrent sur celles qui se situent au long de la ligne équatoriale, la forêt amazonienne, le bassin du Congo et les forêts du sud et du sud-est asiatique. C'est le moins que l'on puisse dire. Les forêts tropicales humides sont chaque fois plus fragmentées, saccagées et détruites par l'enchantement de la dénommée 'croissance économique'. Cependant, il existe une grande variété de forêts, très souvent sous-estimée, où le saccage et aussi la déforestation laissent des traces profondes.

Les forêts du Mozambique en voie d'extinction



Le Mozambique était un pays riche en forêts. Or, à l'heure actuelle il ne peut plus être considéré comme tel et, en plus, ses forêts risquent de disparaître à moins que l'on prenne des mesures concrètes, urgentes et radicales. ProSavana, un programme qui encourage l'agro-industrie, met en danger une des forêts indigènes les plus importantes du Mozambique: la savane. Ce programme vise à occuper plus de 14 millions d'hectares et il est mis en œuvre à l'insu de la société civile mozambicaine, sans sa participation et sans celle des paysans auxquels le programme est censé s'adresser.



Les páramos de Colombie : brève réflexion sur ce qui les menace et sur les luttes de résistance actuelles

Le páramo colombien, un système de vie des hautes montagnes andines, contient plus de la moitié de la superficie de páramos de la planète. Bien qu'ils soient fondamentaux pour la survie de millions d'habitants de la campagne et de la ville, les páramos de Colombie sont transformés, détériorés et même éliminés à l'heure actuelle, au profit des transnationales d'exploitation et d'extraction. Pour les défendre, les communautés paysannes ont protesté, marché, bloqué et dénoncé ce modèle extractif et, en même temps, elles ont élaboré des options de rechange à partir d'un modèle de production agricole qui protège et préserve leurs territoires.



Russie: comment allier la conservation des forêts à l'exploitation traditionnelle de la nature ?

La catégorie "Territoires où la nature est exploitée de façon traditionnelle" de la législation russe a pour but de conserver la biodiversité de la forêt boréale ou taïga. En théorie, cette loi protégerait la plupart des territoires indigènes de Russie, mais la réalité est différente. De nombreuses terres 'ancestrales' ont été affectées à l'extraction industrielle de ressources naturelles comme le pétrole, le gaz, l'or ou les diamants.



Inde: les forêts à la croisée des chemins

En Inde, les communautés des forêts, les mouvements sociaux et les alliances de base ont défendu pendant longtemps les forêts et maintenu leur contrôle des espaces boisés. Or, les combats sont devenus de plus en plus durs. Le gouvernement actuel a entrepris de diluer la législation environnementale la plus forte (et donc, la plus polémique) de l'Inde: la Loi sur les droits forestiers. En dépit des critiques, les mouvements sociaux locaux ont beaucoup lutté pour la mise en œuvre de cette loi, la considérant non pas comme un processus bureaucratique mais comme le résultat d'une longue lutte populaire pour le contrôle des forêts.



Forêts côtières menacées par le tourisme

Sur les côtes tropicales et subtropicales d'Amérique Latine, surtout au Mexique, au Brésil et dans la plupart des pays centraméricains et caribéens, le développement de l'activité touristique a détruit et dégradé les forêts côtières. La construction d'hôtels et de maisons de villégiature, les projets d'infrastructure pour faciliter l'accès à la mer ou l'imposition d'environnements différents pour répondre à la vision du 'paysage touristique' provoquent d'énormes dégâts écologiques, et dépouillent les populations locales de leurs moyens d'existence et de leur culture.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

- Campagne "Non à ProSavana" en Afrique méridionale
- Déclaration du Sommet des Peuples : "Nous rejetons les fausses solutions, dirigées de

l'extérieur, du changement climatique, comme REDD+”.

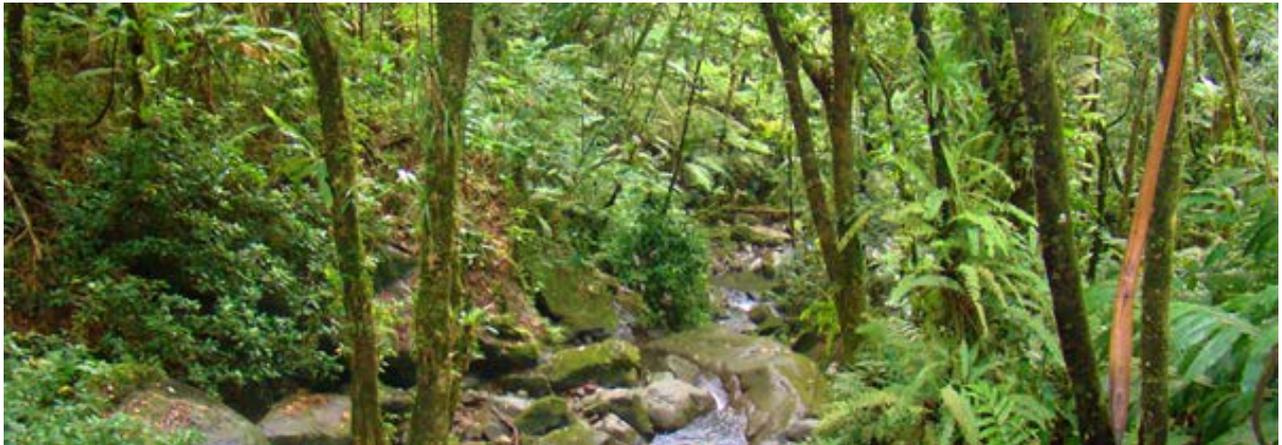
- VI Conférence na Colombie des páramos et des hautes montagnes, De l'eau pour la vie!
- Caravane pour la justice climatique, le genre et la souveraineté alimentaire à travers le Bangladesh, l'Inde et le Népal
- Pétition pour mettre fin au harcèlement d'une femme qui défend la terre et l'eau au Pérou: Oui à l'eau, non à la mine !

RECOMMANDATIONS

- Paraguay: le soja transgénique et la violation des droits de l'homme. Après le coup, le pouvoir de fait des transnationales se consolide.
- Des organisations de femmes convergent en parallèle au Sommet des Chefs d'État de la Communauté de développement d'Afrique australe (14 – 18 août).
- Quand les forêts ne sont pas vraiment des forêts: le coût élevé des plantations d'arbres chiliennes
- Le Réseau africain de la biodiversité présente le documentaire “La malédiction minière: des sites naturels sacrés assiégés”
- Le site web “Situation des fleuves du monde”, de l'ONG International Rivers, montre l'état alarmant du bassin du fleuve Mékong

NOTRE OPINION

Les racines d'une forêt



En mars de cette année, plus de 100 organisations du monde entier ont envoyé une lettre à la FAO, pour demander à cette institution de l'ONU de modifier sa définition trompeuse des forêts. (1) La FAO applique une définition réductrice, dont le seul critère est la présence d'arbres, sans considérer que la forêt est un espace où vivent et dont dépendent non seulement de nombreux types de flore et de faune mais aussi des communautés. D'après cette définition, on appelle ‘forêts’, par exemple, de vastes plantations industrielles d'eucalyptus à croissance rapide, auxquelles on applique des produits toxiques.

Deux chercheurs du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), dans un article de la revue *Biotropica* intitulé “Avenir des forêts tropicales” (Futures of Tropical Forests), affirment eux aussi que cette

définition est inacceptable. (2) Ils montrent que la définition de la FAO porte à croire que l'on "gagne" des forêts quand on introduit des plantations industrielles d'arbres dans des zones où il n'y avait pas auparavant une végétation majoritairement arborée. Cela comprend, par exemple, les savanes ou les prairies naturelles qui, du point de vue écologique, sont aussi exceptionnelles et riches que les forêts. La conclusion est évidente : il faut remplacer l'actuelle définition de forêt par une autre plus proche de la réalité.

Mais comment le faire? Ces mêmes chercheurs proposent un autre point de référence pour parler de forêts. En anglais, ils l'appellent *old growth forest*, ce qui désigne quelque chose comme "une forêt qui a eu suffisamment de temps pour grandir". Ce serait une zone où les arbres naturellement régénérés ont un âge supérieur au temps des cycles de coupe utilisés dans la production de bois, où l'on cherche à produire des volumes de plus en plus importants. De même, il s'agirait d'une zone avec beaucoup plus de diversité que celles affectées à l'extraction de bois. D'après les auteurs, en appliquant cette nouvelle référence on obtiendrait des forêts capables de mieux résister aux chocs environnementaux et à d'autres facteurs de stress, ce qui serait approprié dans des périodes de changements climatiques.

Il est certain que le cycle de coupe appliqué aux plantations d'arbres est court. Les planteurs d'eucalyptus ont beau faire des campagnes publicitaires qui disent, par exemple, "Notre avenir a des racines", comme l'a fait il y a quelques années au Brésil l'entreprise Aracruz Celulose (aujourd'hui Fibria), personne n'en est dupe : de nos jours, le cycle de coupe de l'eucalyptus peut être, pour incroyable que cela paraisse, de deux ans seulement dans les plantations pour la production d'énergie, ou de 5 à 7 ans dans celles destinées à la fabrication de pâte à papier. Quand aux zones vouées à la soi-disant "gestion durable des forêts", la coupe sélective d'arbres centenaires pour l'obtention de bois se fait dans des intervalles de 15 à 30 ans, ce qui aboutit aussi à la destruction de la forêt, mais plus lentement (voir le [Bulletin 197 du WRM](#)).

Les chercheurs du CIFOR nous rappellent aussi que, jusqu'à présent, ceux qui discutent et déterminent l'avenir des forêts tropicales du monde viennent souvent de l'extérieur. Le modèle de plantation d'arbres en régime de monoculture pour la production de bois surgit en Europe et il aboutit, au départ, à la création des études universitaires en ingénierie forestière. Un regard plus local éviterait que les entreprises et les consultants étrangers essaient de généraliser des arguments fragiles et même faux, comme, par exemple, l'argument que l'introduction de 'forêts' en régime de monoculture réduirait la pression que subissent les forêts indigènes). Les chercheurs révèlent que cette affirmation n'a été juste que dans le cas de la Nouvelle-Zélande, mais qu'elle s'est avérée fautive dans d'autres pays où la situation était différente. Des organisations comme le WRM, qui appuient la lutte contre la monoculture industrielle d'arbres, le disent depuis de nombreuses années.

Pour que les forêts aient un avenir, les chercheurs affirment qu'il est nécessaire de comprendre les fonctions essentielles qu'elles accomplissent et de reconnaître leurs nombreux bénéfices. Pour cela, il faut non seulement élargir les vues de l'ingénieur forestier (qui, souvent, ne vise qu'à maximiser la production de bois), mais y ajouter d'autres regards, qui tiennent compte des multiples dimensions des forêts, sociales, culturelles, écologiques et même religieuses. Les chercheurs affirment même qu'il faut que les forêts soient pensées et gérées par ceux qui les habitent et par les communautés qui en dépendent. Or, le WRM et d'autres organisations ont démontré que cette vision s'est heurtée à des rapports de pouvoir injustes et inégalitaires, qui ont débouché sur la violence. Un petit groupe d'intérêts privés politiquement influents cherche toujours à affaiblir les communautés locales quand elles luttent pour éviter la destruction de la forêt.

Le présent bulletin vise non seulement à montrer la valeur des forêts, leur dévastation et les luttes de résistance, mais à rappeler aussi qu'il existe une grande variété de forêts. Il a été démontré que n'importe quelle forêt est capable de pousser suffisamment de racines pour devenir un environnement bienfaisant où les populations puissent elles aussi s'enraciner.

Autrement dit, une forêt doit pousser des racines pour être digne de ce nom. C'est ce qui fait que les

communautés locales puissent s'y établir et vivre en harmonie avec la forêt. Par contre, quoi qu'en dise la publicité artificielle comme celle d'Aracruz Celulose, il est évidemment impossible de s'enraciner là où il y a des monocultures ou d'autres sortes d'exploitation intensive avec des cycles de rotation courts et destructeurs.

Malheureusement, les quelques personnes qui déterminent aujourd'hui l'avenir des forêts ne voient pas les choses de cette manière ; elles sont en quelque sorte aveugles, puisqu'elles ne voient que la productivité du bois et les bénéfices à obtenir dans les marchés extérieurs. En revanche, et depuis longtemps, les millions de personnes qui dépendent des forêts connaissent l'importance qu'elles ont dans leur vie et luttent jour après jour pour les défendre.

(1) Lettre ouverte à la FAO, WRM, <http://wrm.org.uy/fr/toutes-les-campagnes/lettre-ouverte-a-la-fao-a-loccasion-du-21-mars-2014-jour-international-des-forets/>

(2) Putz, Francis et Claudia Romero, "Futures of Tropical Forests", *Biotropica* 46 (4): 495-505, 2014. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/btp.12124/abstract>.

LA DIVERSITE DES LUTTES POUR UNE DIVERSITE DE FORET

Les forêts qui n'apparaissent pas sur les cartes postales : un regard hors de la zone tropicale



Lorsqu'elles parlent de 'forêts tropicales', la majorité des études, des campagnes et des politiques se centrent sur celles qui se situent au long de la ligne équatoriale, la forêt amazonienne, le bassin du Congo et les forêts du sud et du sud-est asiatique. C'est le moins que l'on puisse dire. Les forêts tropicales humides sont chaque fois plus fragmentées, saccagées et détruites par l'enchantement de la dénommée 'croissance économique' (voir [Bulletin 188 du WRM](#)). Ceci a entraîné des conséquences dévastatrices d'importance mondiale, vu que ces forêts concentrent une grande partie de la diversité biologique mondiale, abritent des cycles vitaux - comme ceux de l'eau et de l'air - et cohabitent avec une immense pluralité de peuples et de cultures.

Cependant, il existe une grande variété de forêts, très souvent sous-estimée, où le saccage et aussi la déforestation laissent des traces profondes. Le climat, le sol, l'altitude, les niveaux d'humidité, parmi tant d'autres variables, déterminent différentes biodiversités et diverses forêts qui, à leur tour, jouent un rôle fondamental pour les populations qui en dépendent. Ainsi par exemple, on trouve des forêts d'arbres à feuilles comme des aiguilles; avec une végétation ouverte de régions arides; avec des buissons ligneux; avec des nuages au niveau de la végétation; avec des terrains marécageux, etc. Beaucoup de ces 'autres' forêts ne sont pas les premières à figurer sur les cartes postales. Cependant, en plus d'avoir une importance vitale pour la

biodiversité et les économies locales, dans bien des cas elles sont plus menacées encore, et avec des taux de déboisement plus élevés que les forêts tropicales humides.

Les forêts les plus menacées du Brésil

Les forêts de l'Amazonie brésilienne accaparent régulièrement les gros titres de la presse à niveau mondial. Mais en réalité, le cerrado ou savane brésilienne, et la caatinga (région de chaparral semi-aride), sont parmi les zones les plus menacées de ce pays. Dans le cas du cerrado, l'expansion croissante de l'agro-industrie, avec des monocultures comme le soja, la canne à sucre et l'eucalyptus, ainsi que l'élevage avec ses immenses pâturages, ont élevé son taux de déboisement au-dessus de celui de l'Amazonie. Cela implique l'utilisation intensive de produits agricoles toxiques et d'engins lourds. L'industrie agropastorale est la cause directe de la destruction de plus de 50 % de la zone du cerrado au cours des 35 dernières années, provoquant en outre la fragmentation des habitats, l'invasion d'espèces exotiques, l'extinction de la biodiversité, l'érosion des sols, la pollution des sources d'eau et la perturbation des régimes de brûlis (1). De même, l'extraction minière, chaque jour plus prédominante dans la région, accélère la disparition du cerrado (2). Mais surtout, ces industries ont provoqué l'expulsion d'innombrables communautés traditionnelles composées d'indigènes et de paysans, ainsi que la pollution de leurs territoires.

Les populations locales qui résistent à l'avancée des affaires agropastorales jouent un rôle extrêmement important dans la défense des forêts restantes du cerrado (voir [l'article du Bulletin 195 du WRM](#) et le [Réseau Cerrado](#)). Mais l'accaparement de terres s'accélère. Comme Serge Schlesinger, du Forum brésilien des organisations non gouvernementales l'a dénoncé, "les familles qui vivent de l'agriculture familiale et de la gestion des forêts sont peu à peu expulsées. La pollution du sol et des eaux oblige les personnes qui vivent près des grandes plantations à déménager". (3)

Avec la mire orientée vers l'Amazonie, les politiques gouvernementales ont ignoré la nécessité de freiner l'activité agro-industrielle dans les zones du cerrado comme mesure impérative pour en stopper la destruction. Au contraire, le Code Forestier brésilien, par exemple, exige que les surfaces agricoles préservent 35 % seulement comme réserve légale dans le cerrado alors que ce pourcentage s'élève à 80 %, également insuffisants, dans les forêts tropicales humides de l'Amazonie. Pis encore, les politiques tendent à récompenser les entreprises qui adoptent des discours de 'durabilité' tout en accusant les petits agriculteurs d'être la cause principale du déboisement. "Alors que les grands producteurs rasant énormément de forêts sans être le moins du monde inquiétés, on taxe les petits pour n'importe quel changement infime de l'environnement. Aujourd'hui, la loi pèse très fort sur le petit, qui ne peut même pas couper un arbre", affirme Rosana Bastos, du Réseau Cerrado (4). De même, l'approbation de cultures génétiquement modifiées de soja ou de coton, en réduisant les coûts de production, agit comme un encouragement à l'expansion de l'agro-industrie dans les zones du cerrado.

Un désert avec des forêts ? Les forêts sèches de Namibie

Quand on pense au désert de Namibie, un des déserts les plus anciens de la planète, on ne pense pas à des forêts. Mais, en plus des vastes plaines de graviers et des dunes qui s'étendent au long de la côte namibienne, le désert comprend aussi des forêts dites 'sèches' ou savanes à végétation ouverte (5). Ces forêts accueillent une flore et une faune singulières, et sont une importante source de nourriture pour les populations locales. La plante de Nara! par exemple, ne fournit pas seulement des graines et des fruits très nutritifs pour les peuples indigènes comme les Topnaars, mais en plus ses racines et ses tiges stabilisent les sables mouvants des dunes.

Malheureusement, tout le long de la côte désertique se trouvent de très importants gisements d'uranium, qui ont fait de la Namibie le quatrième exportateur d'uranium du monde en 2012. Il y a actuellement deux mines qui opèrent dans le pays: Rössing Uranium pour le compte du géant Río Tinto, qui est la troisième mine à ciel

ouvert du monde, et Langer Heinrich, de l'entreprise australienne Paladin Energy. L'exploitation des mines représente un grave danger pour la biodiversité unique des forêts sèches du désert. De même, elle affecte gravement la santé des mineurs (6) et des communautés locales et indigènes, à cause de la forte pollution des sources d'eau et des sols, ainsi que de la poussière et des produits chimiques radioactifs libérés dans l'air au cours de l'extraction et du traitement du minerai (7).

L'uranium de Namibie est extrait, moulu, transporté et exporté comme oxyde d'uranium concentré vers les centrales nucléaires de France, d'Angleterre, des États-Unis et du Japon. Ironiquement, dans ces pays-là, l'énergie nucléaire produite par leurs centrales est cataloguée comme 'énergie verte' et 'sans émission de carbone'.

En direction du Pôle Nord: les forêts boréales du Canada

La gigantesque infrastructure nécessaire à l'extraction des sables bitumineux – dépôts de pétrole, de sable et d'argile qui forment une substance semblable au bitume – en Alberta, au Canada, a déboisé et pollué des milliers d'hectares de forêts boréales. Ces dernières sont d'une incroyable diversité; elles comprennent des chaînes de montagnes, des plaines boisées, des tourbières et des marécages, des forêts de conifères (arbres aux feuilles en forme d'aiguilles) et mixtes, et des millions de voies fluviales. Elles abritent aussi divers peuples indigènes ou 'Premières Nations' (8), qui comprennent celles de Mikisew Cree, Athabasca Chipewyan, Fort Mac Murray, Fort Mac Kay Cree, Beaver Lake Cree, Chipewyan Prairie et les communautés de Metis, dont les moyens d'existence et de subsistance sont menacés par l'extraction de sable bitumineux. Les opérations d'extraction et de transport ont fait que le taux de déforestation de ces zones soit le deuxième du monde (9). En plus, on a établi que plus de cinq millions de gallons d'eaux usées sont annuellement déversés dans les lagunes, les cours d'eau et les eaux souterraines, ce qui porte atteinte grave à la santé des communautés voisines et de celles qui dépendent des eaux en aval, de la flore et de la faune.

En plus des impacts sur les zones d'extraction, la dévastation augmente de façon exponentielle avec l'infrastructure en voie de construction en long et en large dans la région nord-américaine, pour alimenter le gigantesque trafic d'exportation et de consommation de produits pétroliers. Cependant, la planification de quelques oléoducs et gazoducs se heurte à de fortes résistances et à des critiques de la part des populations locales, et à des campagnes au niveau international. L'Energy East, le plus grand oléoduc proposé pour transporter les sables bitumineux, traverserait ou passerait près des territoires de 155 communautés indigènes ou Premières Nations, et affecterait l'alimentation de centaines de pêcheurs des côtes atlantiques (10). Sa construction continue à être en débat.

L'extraction en Alberta viole en outre le Traité 8, signé en 1899 entre la reine d'Angleterre et les 'Premières Nations' dont il garantit les droits fondamentaux, comme la santé et l'éducation, ainsi que le droit à conserver leurs modes de vie traditionnels, y compris les activités de chasse et de cueillette. Si le gouvernement décidait de réduire la taille de ces territoires, il aurait l'obligation de consulter d'abord les 'Premières Nations' concernées. Selon le Traité, l'accord se maintiendra "tant que le soleil brillera, que l'herbe poussera et que les rivières suivront leurs cours" (11). L'infrastructure pour le transport de combustible toucherait aussi d'autres territoires en dehors de ceux concernés par le Traité.

Cet article a cherché, à partir des exemples pris sur trois continents différents, à rappeler l'importante diversité qui existe quant aux forêts et à l'importance de chacune d'elles. Une vaste biodiversité qu'il serait impossible de couvrir dans ce bulletin. Les forêts et les populations qui cohabitent avec elles possèdent d'énormes connaissances qui leur ont permis de se maintenir, de se protéger, de se mettre à profit et de se mettre en valeur mutuellement. L'intervention croissante d'industries comme l'agro-industrie, l'exploitation minière ou les combustibles fossiles, guidée par le modèle économique dominant, met les forêts dans une situation alarmante. Le changement de ce modèle dominant qui menace la vie de la planète est impératif. N'oublions pas que les

forêts, avec toute leur diversité, jouent un rôle fondamental dans le bilan de la vie et que, en écoutant, en respectant les milliers de communautés qui maintiennent une harmonieuse cohabitation avec elles, et en apprenant leurs enseignements, nous allons pouvoir mettre en route la transformation si nécessaire.

- (1) A Conservação do Cerrado brasileiro, Carlos Klink et Ricardo Machado, www.equalisambiental.com.br/wp-content/uploads/2013/02/Cerrado_conservacao.pdf.
 - (2) O Cerrado e suas atividades impactantes: Uma leitura sobre o garimpo, mineração e a agricultura mecanizada, Paula Arruda et Lucía Vera, <http://www.observatorium.ig.ufu.br/pdfs/3edicao/n7/2.pdf>.
 - (3) Repórter Brasil, Ser “celeiro do Brasil” devasta o Cerrado, Iberê Thenório, <http://reporterbrasil.org.br/2006/08/ser-celeiro-do-brasil-devasta-o-cerrado/>.
 - (4) Idem.
 - (5) A Forest Research Strategy for Namibia (2011 – 2015), Minister of Agriculture, water and forestry, www.mawf.gov.na/Documents/Forest%20Research%20Strategy.pdf.
 - (6) Study on low level radiation of Rio Tinto’s Rossing Uranium mine workers, 2014, EJOLT et Earthlife Namibia, <http://www.criirad.org/mines-uranium/namibie/riotinto-rossing-workers-EARTHLIFE-LARRI-EJOLT.pdf>.
 - (7) Namibia’s Rossing – Rio Tinto mine causes environmental and health problems, 2014, EJOLT et Earthlife Namibia, <http://www.ejolt.org/2014/05/namibias-rossing-rio-tinto-mine-causes-environmental-and-health-problems/>.
 - (8) Les Premières Nations du Canada sont les peuples indigènes autres que les Inuit et les Métis.
 - (9) Northern Rockies Rising Tide, <http://northernrockiesrisingtide.wordpress.com/tar-sandkearl-module-faq/>.
 - (10) Oil Sands Truth, <http://oilsandstruth.org/opposition-mounting-energy-east-export-pipeline-even-transcanada-files-official-application> ; campagne contre les sables bitumineux de l’Indigenous Environmental Network : www.ienearth.org/tarsands.html.
 - (11) Treaty 8, http://www.treaty8.ca/documents/Treaty8_1899.pdf
-

Les forêts du Mozambique en voie d'extinction



Le Mozambique a été un pays riche en forêts. Actuellement, non seulement on ne peut plus le considérer comme riche, mais de plus ses forêts courent le risque de disparaître si ne sont pas prises des mesures concrètes, urgentes et radicales. Plusieurs études produites au cours des dernières années par des organisations de la société civile ou académiques démontrent clairement que si l'on maintient le modèle actuel d'exploitation forestière, nous devons bientôt changer le discours sur la richesse de ce pays en ressources forestières. Cette richesse dont nous nous vantons si volontiers est en train d'être abattue et exportée de façon sauvage et incontrôlée.

La grande diversité des forêts du Mozambique est peu connue. Quelques études estiment que deux tiers des forêts du pays sont constitués par des forêts de Miombo, qui couvrent la plus grande partie de la région nord et une partie de la région centre. En second lieu se trouve la forêt de Mopanes, qui s'étend de la zone du Limpopo jusqu'à la vallée du Haut Zambèze. (1)

Chacune de ces forêts joue un rôle essentiel pour les communautés rurales qui en obtiennent divers produits pour leur subsistance, en plus de contribuer à leur bien-être culturel et spirituel.

Les principales causes de la situation précaire dans laquelle se trouvent les forêts nationales sont les coupes illégales, un contrôle rare ou inexistant, l'illégalité à tous les niveaux, les plans de gestion inefficaces ou inexistantes, la corruption généralisée, et d'autres encore. La corruption dans le secteur forestier – alimentée par une “demande insatiable de bois” de la part d'entreprises chinoises (2) – est présente à tous les niveaux. Nous considérons que c'est la cause principale de l'absence d'action devant tant de faits dénoncés et de preuves apportées par les organisations de la société civile, les universités, les journalistes, etc. Les dénonciations de corruption dans le domaine forestier diffusées par les médias locaux sont nombreuses, mais rien ou peu de chose n'a été fait dans ce domaine.

En février 2013, la Environmental Investigation Agency (EIA) a publié le rapport “Connexions de première classe – Contrebande, abattage illégal d'arbres et corruption au Mozambique”, d'où il ressort que 50 % du bois transporté du Mozambique vers la Chine est illégal. Le rapport fait état de plusieurs cas graves de commerce illégal et fait même allusion à la participation de l'actuel ministre de l'agriculture dans les affaires d'exploitation illégale de bois (2). Au début de cette année, nous avons noté qu'un communiqué de presse du Cabinet de lutte contre la corruption informait que l'enquête avait blanchi le ministre de tout soupçon. Sur quoi se basait cette enquête, comment elle fut réalisée ou même s'il y eut réellement enquête, nous ne le saurons jamais. Le pouvoir politique du Mozambique est intouchable. Les accusations de corruption ont beau être publiques et les faits évidents, on n'en fait rien ou presque. Les cas s'accumulent dans la mémoire de la société et des rares personnes qui croient encore qu'il est possible de changer la route que suit le pays.

Le dernier inventaire forestier national date de 2007. Bien qu'il ait été assez discuté quant à sa méthodologie, il est le plus récent et il est accepté par le gouvernement. On y lit que le taux de déboisement est de 0,58 %, ce qui correspond à une perte annuelle de 219 000 hectares. Une étude publiée cette année par l'Université Eduardo Montlane (3) a conclu que non seulement la situation a empiré, mais qu'en plus l'exploitation illégale a augmenté de 88 % depuis 2007. L'étude estime aussi qu'en 2012, 900 000 mètres cubes ont été coupés pour la consommation intérieure et les marchés internationaux, chiffre qui dépasse largement les 320 000 mètres cubes officiellement enregistrés cette année-là.

En plus de cette exploitation illégale et non durable, nous avons observé ces dernières années une augmentation des investissements et de l'intérêt pour des plantations d'arbres exotiques présentées comme ‘reboisement du pays’. Quelques plantations sont déjà en place et en plein fonctionnement, ce qui a provoqué divers problèmes avec les collectivités locales, essentiellement dus à l'usurpation de terres (4).

Malheureusement, beaucoup croient que ces projets reboisent réellement le pays. Il est cependant nécessaire de rappeler que lesdites plantations entraînent des conséquences négatives pour la biodiversité, l'eau, les communautés locales et leurs droits à la terre. L'inconscience et la recherche de profits majeurs sont si grandes qu'on prétend transformer nos forêts indigènes en ‘déserts verts’.

ProSavana : on élargit la voie à l'agro-industrie

Pour aggraver la situation, de nouvelles menaces ont surgi pour ce qui reste de nos forêts. Le nouveau programme ProSavana en est une, qui touche une des formes les plus importantes de la forêt indigène du Mozambique : la savane. La savane (connue aussi comme anhara en Angola et comme cerrado au Brésil) est

une région plane où la végétation dominante est constituée de graminées, avec des arbres disséminés et des arbustes isolés ou en petits groupes. Ces forêts sont un biome typique qui prédomine dans les régions tropicales à saison sèche marquée.

ProSavana est un programme d'agriculture commun au Japon, au Brésil et au Mozambique, supposé appuyer le développement agricole à grande échelle. Il embrasse les provinces de Nyassa, de Nampula et de Zambézie, dans le nord du Mozambique. La zone dénommée "le couloir de Nacala" abrite plus de 4 millions de personnes qui, en majorité, dépendent directement de l'agriculture paysanne pour leur subsistance. Le programme ProSavana envisage d'occuper plus de 14 millions d'hectares, en mettant à profit "la connaissance et l'expérience technique" du Brésil et l'aide "si généreuse et désintéressée" du Japon.

ProSavana a été conçu et décidé au plus haut niveau, cherchant à reproduire l'expérience brésilienne d'un projet agricole mis en œuvre par les gouvernements brésilien et japonais dans le cerrado du Brésil. Ce projet a entraîné, avec les méthodes de culture industrielle à grande échelle (principalement de soja), la dégradation de l'environnement et la quasi extinction des communautés indigènes qui vivent dans les zones concernées (5). Néanmoins, sans tenir compte des conséquences sociales et environnementales si bien documentées de l'expérience brésilienne, ProSavana est en cours de réalisation sans aucune connaissance et sans aucune participation de la société civile du Mozambique, ni des paysans à qui s'adresse ce programme. Ce dernier méprise l'agriculture paysanne et présente l'agro-industrie comme la solution de tous les maux. Comment peut-on continuer à affirmer que ProSavana cherche à développer l'agriculture paysanne si les paysans eux-mêmes ignorent quel est le but visé par ce programme? Si l'un de ses objectifs est de combattre l'agriculture itinérante, qui est celle que pratiquent les paysans, comment peut-on encore affirmer qu'il est fait pour eux?

Pendant plus de deux ans, si ce n'est par les nouvelles qui nous parvenaient par le biais de nos alliés internationaux, nous ne savions rien de ProSavana. Ce fut grâce à ces alliés que, finalement en avril 2013, nous avons eu accès à une version du Plan directeur (de mars 2013) qui décrit les grandes lignes générales de ce que sera ProSavana. Bien qu'il soit présenté comme un programme de développement, il n'est en aucune façon orienté vers le soutien des petits agriculteurs, pas plus que vers le développement de l'agriculture paysanne. Au contraire, le Plan directeur est clair: il est conçu pour l'agro-industrie et tout ce qu'elle implique, ainsi que pour le contrôle de l'agriculture au Mozambique. C'est ce qui nous a permis de comprendre les motifs de l'exclusion des paysans et de la société civile du processus de conception et d'élaboration d'un tel programme. Il n'est pas possible de veiller aux intérêts des paysans puisque ce n'est pas là l'objectif du programme.

La façon dont est rédigé le Plan directeur révèle le cas le plus important d'appropriation de terres au Mozambique, la destruction de nos forêts indigènes déjà si abîmées, et laisse prévoir une plus grande instabilité dans le pays, ainsi que des conflits à propos des terres, de l'eau et autres. Et tout cela pour ouvrir la voie à l'agro-industrie.

Les paysans ont écrit une lettre adressée aux plus hauts représentants des trois pays impliqués dans ProSavana – le président du Mozambique, Armando Guebuza, Dilma Rousseff et le premier ministre du Japon, Shinzo Abe – leur demandant une réflexion profonde et le gel du programme. La lettre a été signée par d'innombrables mouvements sociaux et organisations non gouvernementales, y compris l'Union Nationale des Paysans (UNAC) et Justice Environnementale (JA!).

Malgré les demandes insistantes de réponse à cette lettre, et malgré les innombrables déclarations de représentants de notre gouvernement sur le déroulement du dialogue en cours et sur le respect de ce dialogue, la lettre est restée ignorée pendant un an. Il n'y a aucun dialogue d'aucune sorte!

Le 2 juin a été lancée la campagne "Non à ProSavana", suivie de la "Ile Conférence triangulaire des peuples du Mozambique, du Brésil et du Japon", pour réitérer notre engagement à mondialiser la lutte des peuples

contre ce programme. La conférence a permis la participation de paysans, d'organisations de la société civile ou académiques, ainsi que de gouvernants des trois pays. Pendant la réunion, nous nous sommes rendu compte que le discours de nos gouvernants avait changé, mais pas leurs actes. Nous continuons à ne pas avoir accès aux documents, à entendre le même discours vide de vérités ; des mots, mais pas de documentation.

Nous avons précisé en de très nombreuses occasions que le problème réside dans la conception même du programme, dans ses objectifs et dans le modèle de développement que nous jugeons inadéquat. Monsieur Augusto Mafigo, paysan et président de l'UNAC, a transmis le message de la meilleure façon possible, clairement, simplement et sans perdre de temps en circonlocutions. "Nous ne voulons pas de ProSavana". Avec la conférence nous avons réussi à démontrer, une fois de plus, que les peuples sont unis dans cette lutte, et que nous refusons ce programme pour les motifs que nous avons déjà énumérés. Nous dénonçons à nouveau la manière erronée dont le programme a été développé. Il est ainsi extrêmement clair que nous avons le besoin urgent de commencer un dialogue clair, honnête et transparent sur la façon de soutenir et de développer l'agriculture paysanne.

Anabela Lemos, anabela.ja.mz@gmail.com

Justiça Ambiental, JA!, <http://ja4change.org/index.php/pt/>

(1) "Levantamento preliminar da Problemática das florestas de Cabo Delgado", Daniel Ribeiro et Eduardo Nhabanga, <http://africa.redesma.org/publicaciones.php?ID=1963>.

(2) Conexões de Primeira Classe – Contrabando, Corte ilegal de madeira e corrupção em Moçambique, EIA, <http://macua.blogs.com/files/eia-first-class-connections---portuguese.pdf>.

(3) <http://www.fao.org/forestry/eu-flegt/85805/en/>.

(4) O avanço das monoculturas de árvores em Moçambique. Impactos sobre as comunidades camponesas na província de Niassa, World Rainforest Movement, <http://wrm.org.uy/pt/livros-e-relatorios/o-avanco-das-monoculturas-de-arvores-em-mocambique-impactos-sobre-as-comunidades-camponesas-na-provincia-de-niassa/>.

(5) UNAC, <http://viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/agrarian-reform-mainmenu-36/1321-land-grabbing-for-agribusiness-on-mozambique-unac-statement-on-the-prosavana-programme>.

Les páramos de Colombie : brève réflexion sur ce qui les menace et sur les luttes de résistance actuelles



Humblement coule l'eau des lichens et des pierres
comme si un flot de sentiments
jaillissait de la terre...
(Efraín Gutiérrez Zambrano)

Le páramo est un système de vie des hautes montagnes andines de pays comme l'Équateur, le Pérou, le Venezuela et la Colombie; ce dernier pays contient plus de la moitié de la superficie de páramos de la planète. Le paysage des páramos colombiens est habituellement constitué par des herbages, des frailejones, des romarins, des arbres nains, des dépressions brumeuses, des cultures, du bétail et des paysans aux joues rouges et couverts de vêtements chauds.

Les Colombiens n'ignorent pas l'importance des páramos; ils savent que 70 % de l'eau que consomme la population en provient. En effet, leurs caractéristiques écologiques sont appropriées pour donner naissance à des fleuves importants et nombreux, comme le Cauca, le Magdalena, le Meta et d'autres encore.

En plus, le páramo a toujours été un espace touché et transformé par les êtres humains. C'est l'endroit où de nombreuses communautés ont vécu des expériences millénaires, et où elles ont développé à leur tour des formes de culture et de production diverses, adaptées aux conditions des Hautes Andes.

Ces caractéristiques sont autant de raisons importantes de voir le páramo comme une zone de vie fondamentale pour la survie de millions d'habitants de la campagne et de la ville. Néanmoins, on est en train de transformer les páramos colombiens, de les détériorer et même de les éliminer.

Historiquement, les páramos de Colombie ont toujours été des territoires disputés. Or, ces dernières années des politiques favorables à l'investissement étranger pour le développement de l'extraction ont été adoptées. Aujourd'hui plus que jamais, cela met en danger la stabilité du páramo, ses processus écologiques et les populations qui l'habitent et en dépendent.

Ainsi, les páramos sont en train de subir une détérioration rapide de leurs conditions environnementales. Cette détérioration est beaucoup plus rapide et irréparable que celle que provoquent l'agriculture et l'élevage extensifs. En particulier, la politique du gouvernement de Juan Manuel Santos (2010-2014) et ses 'locomotives' de développement, avec les projets miniers et énergétiques comme moteur principal du développement du pays, a essayé de livrer à des transnationales les páramos et les montagnes de Colombie.

Bien que la législation colombienne protège les páramos, en multipliant leurs activités sur ces territoires l'État et les entreprises nationales et étrangères ont ignoré la Constitution politique et les lois du pays. Heureusement, la résistance paysanne et urbaine à divers endroits de nos hautes montagnes a réussi non seulement à rendre visibles et à dénoncer les nombreux abus commis par les entreprises, mais à arrêter et à expulser également

leurs activités destructrices de la vie.

Les communautés organisées ont réfléchi sur le problème et elles ont trouvé des moyens efficaces de le défendre. Leurs combats se sont centrés sur l'eau, et les organisations de femmes (le secteur social le plus atteint par les dangers des activités extractives) se sont distinguées par leur participation permanente et leurs réflexions positives. En particulier, certains processus de résistance des Hautes Andes ont inspiré d'autres communautés qui font face aux mêmes menaces sur leurs territoires.

En 2010, après une vingtaine d'années de lutte contre les activités minières dans le páramo El Almorzadero, la communauté de la municipalité de Cerrito (Santander), organisée en une "Commission de surveillance pour la protection du páramo", a réussi, grâce à un mécanisme de participation citoyenne dénommé Initiative populaire normative, que le Conseil municipal de Cerrito interdise l'extraction minière dans la région. Cette initiative populaire a inspiré l'adoption de mécanismes de participation dans d'autres zones du pays.

Un autre cas très représentatif a été l'organisation et la mobilisation massive contre l'extraction d'or effectuée par l'entreprise minière Greystar (aujourd'hui Eco Gold Minerals Co.) dans le páramo de Santurbán. À cette mobilisation réalisée en 2011 et dirigée par le Comité de défense du páramo de Santurbán ont participé 40 000 personnes de Bucaramanga, et d'autres manifestations l'ont accompagnée à Bogotá et à Cúcuta.

D'autre part, depuis 2013 les communautés paysannes de la municipalité de Tasco défendent le páramo de Pisba (Boyacá) contre les activités extractives de la multinationale Hunza Coal. Des paysannes et des paysans organisés ont campé dans le páramo pendant 28 jours, pour empêcher l'entrée des machines de l'entreprise. Le campement est devenu un lieu favorable pour établir des rapports et prévoir des mobilisations qui se poursuivent aujourd'hui encore pour défendre le territoire des Hautes Andes.

Ainsi, pour défendre le páramo les communautés paysannes ont protesté, marché, bloqué et dénoncé un modèle extractif qui vise à livrer aux transnationales les montagnes du pays, afin d'en expulser les habitants. Parallèlement, elles ont conçu d'autres options fondées sur un mode de production agricole qui protège et surveille leurs territoires; elles ont proposé des formes d'aménagement territorial appropriées aux populations et aux régions, en exerçant leur droit souverain de décider sur la vocation économique et productive de ces territoires.

Nous exigeons que les hautes montagnes soient des espaces libres, et que les projets miniers ou énergétiques et les sociétés transnationales en soient exclues!

Que les Hautes Andes, leurs eaux et leurs forêts de brume continuent de coexister avec les paysans emmitoufflés dans leurs ruanas!

CENSAT Agua Viva – Les Amis de la Terre Colombie

Pour en savoir plus : www.censat.org.

Russie: comment allier la conservation des forêts à l'exploitation traditionnelle de la nature ?



La Fédération russe, située à cheval entre l'Europe orientale et le nord de l'Asie, est le plus grand pays du monde en superficie. Une partie du territoire est réservée aux "Territoires naturels spécialement protégés" (TNSP), une catégorie définie il y a près d'un siècle. Elle comprend plus de 13 000 sites et couvre environ 11 % du territoire russe. Or, ces dernières années le gouvernement a affaibli le régime de protection dans beaucoup de TNSP, bien que la base législative concernant leur création et leur maintien reste inchangée. En Russie, le terme "peuples autochtones" s'applique uniquement à des peuples dont la population ne dépasse pas 50 000 personnes. D'après les registres officiels, seuls 45 peuples russes sont reconnus comme autochtones ; 40 d'entre eux vivent dans le Nord, en Sibérie et en Extrême-Orient, surtout dans la partie asiatique du pays. La plupart des forêts de la Russie asiatique sont des forêts de conifères (épicéa de Sibérie, sapin de Sibérie, mélèze de Sibérie, pin de Sibérie et pin sylvestre). En russe, on les appelle taïga : ce sont les forêts boréales. Quand les taïgas sont coupées à blanc, les conifères sont remplacés par des arbres à feuilles caduques comme les bouleaux et les trembles. Les forêts de conifères ne repousseront que si le site n'est plus perturbé pendant au moins 70 à 100 ans après la coupe et l'apparition des bouleaux et des trembles.

Une autre catégorie très utilisée en Russie est celle des "Territoires où la nature est exploitée de façon traditionnelle" (TNET). La Loi Fédérale sur les "Territoires à usage traditionnel de la nature des peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe" fut adoptée en 2001. L'article 4 déclare explicitement qu'un des objectifs de la création des TNET est "la conservation de la diversité biologique dans les territoires à usage traditionnel de la nature". La Russie est le seul pays de l'Arctique à posséder une législation susceptible de protéger les TNET. Malheureusement, la législation régionale nécessaire à la mise en oeuvre des TNET a reçu peu d'attention. Les terres allouées aux peuples autochtones ont été considérées surtout comme des terres vouées à des activités traditionnelles économiques axées sur le profit (et non sur des aspects sociaux ou écologiques). Ainsi, les lois provinciales de plusieurs régions du pays ont manqué souvent de réglementations visant à protéger la diversité biologique avec la participation des peuples autochtones, ou, dans les cas où ces réglementations existaient, elles étaient trop faibles. Cela a eu bientôt des répercussions négatives. Beaucoup de terres 'ancestrales' ont été affectées à l'extraction industrielle de ressources naturelles, comme le pétrole, le gaz, l'or ou les diamants.

Si la loi sur les TNET avait été pleinement appliquée, elle aurait été le moyen de protéger légalement la plupart des territoires indigènes de Russie. Le but de cette loi est de protéger l'environnement et les moyens d'existence traditionnels des peuples autochtones, leurs méthodes d'utilisation des ressources naturelles et de la biodiversité, et leur culture. En outre, les TNET doivent soutenir la reproduction et la protection de la biodiversité, la possibilité pour les habitants autochtones ou locaux d'utiliser la nature, la protection des rapports culturels et sociaux développés au cours de l'histoire entre les peuples autochtones, et la protection de l'intégrité des objets appartenant à leur patrimoine historique et culturel.

Les frontières des TNET doivent être déterminées par les autorités fédérales, régionales et locales. La Loi fédérale sur les TNET définit clairement le rôle des membres et des organisations des communautés locales

dans l'établissement de lois ou de réglementations additionnelles pour chaque TNET. Bien que les lois qui régissent l'utilisation des ressources d'un TNET doivent être d'accord avec les lois de la Fédération et des gouvernements régionaux, les normes concernant les TNET doivent être fondées sur les traditions des communautés autochtones qui les habitent. Les clauses semblent permettre la gestion communautaire des ressources ou leur cogestion avec les gouvernements régionaux, suivant les accords que l'on puisse passer avec ces gouvernements. Néanmoins, d'autres résidents, entreprises ou organisations peuvent utiliser également un TNET, pourvu que cette utilisation soit permise par les réglementations concernant le TNET en question. Les peuples autochtones ne sont pas propriétaires des terres et des eaux du TNET, mais ils en ont l'usufruit.

L'application des TNET a été traitée différemment suivant les régions du pays. Par exemple, en 1992, des TNET ont été créés dans les régions d'Amur et de Khabarovsk, au profit des peuples autochtones Udege, Ulchi, Nanai et Orochi. Or, cette initiative n'a pas réussi à retirer à des entreprises forestières comme Terneiles ou Dallesprom leurs droits de locataires, de sorte que les droits d'utilisation des forêts des Udege, des Ulchi, des Nanai et des Orochi n'ont pas été respectés. Le déboisement a augmenté et les droits des peuples autochtones ont été violés.

Dans la région de Primorskii, des TNET ont été créés mais seulement sur le papier et non dans la pratique. Après les élections régionales, les nouvelles autorités ont décidé d'affecter ces territoires, peuplés surtout de forêts de chênes et de pins de Corée, à des activités d'extraction lucratives. Des cas semblables ont eu lieu en Sibérie occidentale. Il a été décidé de céder à des entreprises des territoires ancestraux situés dans les districts autonomes de Yamalo-Nenetskii et Khanty-Mansiiskii. Ces terres ancestrales, qui n'ont pas encore été entièrement démarquées, sont d'un grand intérêt pour les entreprises pétrolières ou gazières.

La législation russe ne reflète pas encore de façon suffisante le rôle que jouent les peuples autochtones dans la conservation d'une grande variété de forêts et de biodiversité. Ce rôle est mal défini, et il faudrait prendre un ensemble de nouvelles mesures pour améliorer la législation. Par exemple, il faudrait préparer un programme d'éducation publique concernant les TNET, et reconnaître la fonction des peuples autochtones dans la conservation des forêts. Il faudrait aussi des lois qui empêchent d'affecter à des activités minières ou à d'autres activités extractives les territoires où s'exerce une exploitation traditionnelle de la nature.

Les TNET devrait être inclus dans la Loi fédérale sur les "Zones naturelles spécialement protégées". La Loi fédérale sur "l'expertise écologique" (l'équivalent en russe de l'Évaluation d'Impact Environnemental) devrait être complétée, en y ajoutant le besoin d'une expertise ethnologique dans les zones habitées par des minorités autochtones. Les demandes déjà présentées par les communautés autochtones pour que la mise en oeuvre des TNET soit revue démontrent qu'ils connaissent les objectifs de conservation de la biodiversité et qu'ils souhaitent collaborer dans le domaine de la protection de la nature dans les territoires où ils habitent traditionnellement et où ils effectuent leurs activités économiques.

Malheureusement, les TNET ne réalisent pas leurs possibilités d'allier la conservation des forêts à la protection du mode de vie traditionnel des peuples autochtones. Si la Russie appliquait mieux la théorie du TNET dans la pratique, elle donnerait à d'autres pays un bon exemple sur la protection de la biodiversité naturelle et de la culture traditionnelle des peuples autochtones.

Andrey Laletin, Siberian Forests, laletin3@gmail.com



On trouve encore en Inde de vraies forêts et des paysages naturels, dont certains contiennent une végétation climacique ancienne, malgré la dévastation généralisée qu'ils ont subie à l'époque coloniale et postcoloniale. En plus des forêts tropicales des îles Andaman, des Ghats occidentaux montagneux et de l'Himalaya dans le nord-est, le pays a aussi de vastes forêts naturelles de conifères et de feuillus et des forêts tempérées qui couvrent une bonne partie de l'Himalaya, des forêts humides de sal (*Shorea robusta*) dans l'est et le centre, des forêts sèches d'arbres à feuilles caduques (surtout de teck, *Tectona grandis*) dans le centre et le sud, et des forêts épineuses où domine le gommier route (*Acacia nilotica*) dans le Deccan central et dans la plaine occidentale du Ganges. Les Adivasis (1), communautés indigènes des forêts de l'Inde, partagent l'habitat forestier avec d'autres communautés. Dans la plupart des régions, les forêts leur offrent encore des aliments et de l'énergie, ainsi qu'une partie importante de leurs moyens d'existence.

Cependant, les forêts de l'Inde ont toujours été des espaces disputés. Elles ont d'abord été 'réclamées' comme terres agricoles productrices de revenus et comme lieux d'établissement humain, avant et pendant l'époque coloniale. Plus tard, elles ont été clôturées et défrichées pour faire de la place à des initiatives plus 'productives', comme les plantations en régime de monoculture, ou pour des projets de 'développement' comme les grands barrages, les mines, les installations militaires et les routes. Au début du siècle actuel, la politique forestière officielle s'est tournée vers la conservation, et l'élimination aveugle de la végétation naturelle s'est arrêtée. Néanmoins, cela n'a pas apporté un soulagement tangible aux communautés forestières. Au contraire, le côté conservateur de la gestion forestière gouvernementale a aggravé les choses : dans les nouvelles 'zones protégées', comme les réserves de faune, les parcs nationaux et les réserves de tigres, les gens ont perdu la possibilité d'utiliser les forêts. Pendant ce temps, les forêts qui restaient continuaient à être abattues à des fins de 'développement'.

En Inde, les communautés forestières, les mouvements sociaux et les alliances populaires défendent depuis longtemps les forêts et l'accès de la population aux espaces boisés et à leur contrôle. Les combats sont

devenus de plus en plus durs. Le parti de droite Bharatiya Janata (BJP, d'après l'anglais) a remporté les élections parlementaires de 2014, marquant un nouveau tournant dans l'histoire de la lutte pour les forêts. En application d'un programme manifestement favorable aux entreprises, le ministre de l'Environnement et des Forêts a déclaré que le développement économique du pays ne devait pas être freiné pour des raisons environnementales. Ensuite, le ministère a entrepris de diluer la loi environnementale la plus forte (et donc, la plus controversée) de l'Inde : la Loi sur les droits forestiers (FRA, d'après l'anglais). Ces dernières années, les combats pour les forêts de l'Inde se sont centrés sur l'application de cette loi. Cela a permis d'obtenir certaines améliorations du gouvernement précédent de l'Alliance Progressiste Unie (UPA, d'après l'anglais), tout en bravant la forte opposition des lobbys des entreprises. Les tentatives de diluer cette loi représentent un énorme danger pour les luttes pour les forêts, sur le terrain et dans les diverses formations d'alliances nationales et sub-nationales.

Les efforts pour apaiser les grandes entreprises avaient commencé pendant les derniers mois du gouvernement de l'UPA. Rétrospectivement, on pourrait dire que l'accent excessif mis par les mouvements sociaux et les organisations populaires sur la FRA a eu un effet négatif sur les luttes pour les forêts. Au bout du compte, les politiques environnementales de l'Inde sont définies et mises en œuvre par un État convaincu de l'hégémonie néolibérale sur la nature et les ressources naturelles. Il peut être utile de jeter un coup d'œil au contexte historique de la genèse de la FRA et à quelques événements survenus depuis, pour comprendre la dynamique des luttes pour les forêts de l'Inde.

La FRA définit comme des 'forêts' tous les paysages boisés et naturels que les communautés considèrent et utilisent comme des forêts, quel que soit leur statut foncier officiel. Cela veut dire que toutes les formes de forêts démarquées (y compris les zones de conservation officielles) ont été ouvertes aux communautés. Néanmoins, au moment de définir les communautés dont elle entend reconnaître et sauvegarder les droits, la loi fait des distinctions. Tandis que, dans le cas des membres des 'Tribus Enregistrées' (que le gouvernement définit périodiquement comme telles) il suffit qu'ils aient habité la forêt depuis décembre 2005 (la loi existe depuis 2006), dans le cas des autres habitants traditionnels des forêts la loi exige qu'ils prouvent qu'ils y habitent depuis trois générations (soit 75 ans).

La FRA : antécédents récents des luttes pour les forêts

Les fortes pressions stratégiques des groupes d'activistes, jointes à un mouvement populaire, ont abouti à la plus grande mobilisation jamais vue en Inde pour les droits forestiers et à l'adoption, en 2006, de la Loi sur la reconnaissance des droits forestiers des tribus enregistrées et autres habitants traditionnels des forêts, couramment appelée FRA (de l'anglais Forest Rights Act). Cette loi, qui est entrée en vigueur en 2008, a apporté un nouveau contexte aux luttes pour les forêts de l'Inde, en faisant entrer dans le courant politique le débat, jusque là 'marginal', concernant à qui appartiennent les forêts et qui les gouvernera à l'avenir. Dès que le premier projet de loi fut présenté en 2005, les ONG écologistes, une section des médias indiens et même un secteur du gouvernement s'y opposèrent, en affirmant qu'elle allait détruire la faune déjà décroissante du pays, et les tigres en particulier. En revanche, les militants favorables au projet de loi réussirent à mobiliser l'opinion politique 'dominante', et surtout la gauche, en faveur du projet de loi. Ils obtinrent aussi un soutien considérable d'organisations écologistes internationales. Néanmoins, quand la nouvelle loi apparut finalement, c'était une version très diluée d'un projet beaucoup plus radical rédigé par le Comité parlementaire conjoint constitué à cette fin. Les organisations de base accusèrent le gouvernement d'avoir saboté la Loi mais s'apprêtèrent tout de même à lutter pour son adoption, parce qu'elles craignaient que les agences gouvernementales n'essaient d'éviter qu'elle soit appliquée comme il fallait.

Malgré tous les assouplissements introduits, la FRA est vraiment une loi historique. Elle admet que les Adivasis et autres habitants des forêts de l'Inde ont toujours été privés de leurs droits, et donne les moyens d'en

reconnaître plusieurs, comme ceux qui concernent les propriétés et les terres arables, la propriété de tous les produits forestiers non ligneux, la pêche et le pâturage. En plus, la Loi prévoit la restauration de droits coutumiers tels que le Nistar (le droit d'utiliser les terres communales prévues à cet effet et d'en extraire des produits) que les gouvernements successifs avaient violés depuis la confiscation graduelle, et souvent à la limite de la légalité, des forêts privées ou communautaires, entamée en 1955, après l'indépendance du pays. La FRA stipule clairement que tous ces droits peuvent être réclamés par les communautés, dans tous les types de forêts, y compris dans les zones protégées, quelles que soient les dispositions en contraire qui figurent dans d'autres lois. Le plus important est que la FRA autorise des institutions villageoises comme la Gram Sabha (2) à gouverner leurs forêts communautaires et toutes les autres forêts dont les communautés dépendent. Suivant cette Loi, les institutions communautaires peuvent arrêter tout projet qui porte atteinte à leur patrimoine culturel ou naturel, et elles peuvent prendre des mesures pour protéger et conserver les forêts, la faune et la biodiversité. La "lutte pour Niyamagiri", où les communautés locales réussirent à stopper une mine de bauxite dans l'État d'Odisha, est un exemple clair d'application réussie de la FRA.

La lutte pour Niyamagiri

Dans la chaîne de montagnes des Ghats orientaux qui s'étendent le long de la côte orientale de l'Inde, la communauté Adivasi des Dongria Kondhs résista à l'assaut concerté de l'État et des grandes entreprises contre ses terres, ses forêts et sa culture itinérante. Cet assaut visait aussi la montagne sacrée dénommée Niyamagiri, demeure du Niyama Raja). Les Ghats orientaux sont peuplés de plusieurs types de forêts: décidues humides, décidues sèches, à feuilles persistantes, d'arbustes épineux et d'arbrisseaux. Les Kondhs refusèrent fermement toutes les propositions de 'développement' du gouvernement, comme la construction de routes et l'emploi dans les usines et les mines, et ils ne cédèrent pas malgré les fortes mesures de répression: les leaders du mouvement furent menacés, roués de coups et mis en prison. Le gouvernement de l'État d'Odisha fit de son mieux pour donner suite au projet de mine de bauxite de Vedanta Ltd, l'entreprise minière et de métaux non ferreux la plus grande de l'Inde, et dont le siège est au Royaume-Uni. Néanmoins, il ne put faire grand-chose quand, vers la mi-2013, toutes les Gram Sabha de la zone rejetèrent le projet minier.

Le ministère des Forêts et de l'Environnement avait d'abord retiré, en 2009, le permis environnemental du projet minier, en alléguant qu'il n'était pas conforme à la FRA. Après plusieurs appels, en avril 2013 la Cour suprême de l'Inde prit une décision historique : en vertu de la FRA. Les droits des communautés locales concernant leurs valeurs culturelles et spirituelles devaient être respectés. La Cour déclara que les peuples indigènes qui vivaient dans la région de Niyamagiri allaient décider s'ils voulaient ou non la mine. Simultanément, une campagne vigoureuse avait été lancée dans l'Inde et à l'étranger pour défendre les droits des Dongria Kondh sur leur montagne sacrée. Malgré quelques luttes intérieures parfois acerbes, cette campagne fut témoin d'une rare adhésion de mouvements sociaux, d'agences donatrices et de formations politiques. Or, si la FRA fut efficace dans ce cas pour défendre les droits fonciers des Adivasis, l'expansion d'un système axé sur la croissance économique est en train de dépouiller les Adivasis et d'autres peuples ruraux de leurs forêts et de leurs moyens d'existence.

La mise en œuvre officielle de la FRA : politisée et antidémocratique

En gros, la mise en œuvre gouvernementale de la FRA a été hâtive, politisée et antidémocratique, sans aucune participation du peuple. Les dispositions concernant les droits communautaires d'utilisation et de gestion ont été affaiblies. Le rôle de la Gram Sabha, institution-clé selon la FRA, a été ignoré. Les organisations en lutte affirment que le Département forestier, dépendant du ministère de l'Environnement et des Forêts, a influé sur le processus de la FRA pour en saboter l'application dans les zones de conservation de la faune. Des villages situés dans les zones de conservation des tigres existantes ou potentielles ont été 'réinstallés' au mépris de la FRA et de la Loi sur la protection de la faune (amendement de 2006), qui font dépendre les réinstallations de ce genre du consentement écrit, préalable et informé de la Gram Sabha (lequel ne pourrait être donné qu'un fois complété le processus de reconnaissance des droits). L'attitude ambiguë de l'État vis-à-vis des droits forestiers reflète ses contradictions politiques internes. Le besoin d'obtenir les votes des Adivasi et les mesures

pour contenir l'agitation politique croissante dans les zones concernées par le Maoïsme exigent que la FRA soit respectée. Cependant, d'autres nécessités politiques exigent que les forêts restent sous la coupe de l'État et que les communautés puissent, dans le meilleur de cas, y accéder de façon 'marginale'.

Où vont les luttes pour les forêts ? Le scénario après la FRA

Les mesures de répression ont augmenté dans les années qui ont suivi l'entrée en vigueur de la FRA, le gouvernement indien ayant lancé une forte offensive militaire contre les guérillas maoïstes qui opèrent depuis les forêts situées surtout dans le couloir forestier qui va de l'est jusqu'au sud en passant par le centre, et qui contrôlent une grande partie des forêts de l'Inde. (3) Nous n'entrerons pas dans une discussion élaborée sur le mouvement maoïste, mais il est important de mentionner que les maoïstes ont toujours utilisé les problèmes concernant les droits forestiers comme stratégie pour mobiliser les Adivasis, et que partout où ils ont créé des zones 'libérées' (comme à Dankaranya, sur la frontière entre Chhattisgarh-Andhra et Pradesh Maharashtra) les communautés se sont apparemment emparées des forêts. Dans d'autres zones, comme les forêts Saranda de Singhbhum, le personnel forestier a abandonné ses bureaux.

Si nous tenons compte du mouvement maoïste, les mouvements dans les forêts indiennes ont maintenant deux tendances définies : d'une part, la campagne bien organisée et essentiellement violente du parti communiste maoïste de l'Inde (CPI) contre l'État indien ; d'autre part, un ensemble de divers mouvements populaires peu structurés, souvent mal organisés et généralement localisés. Dans cette deuxième catégorie figurent, entre autres, la Campagne pour la survie et la dignité (CSD), le Forum national des peuples et des travailleurs des forêts de l'Inde (NBFFPFW), qui n'existe plus aujourd'hui mais dont les groupes participants se sont regroupés en deux autres formations : le Forum indien des mouvements forestiers (AIFFM) et l'Union indienne des travailleurs des forêts (AIUFWP). Malgré leur caractère anarchique et localisé, ces mouvements ont tendance à adopter une position politique cohérente quand il s'agit de traiter avec un État antipopulaire et de plus en plus militarisé, ou de se demander si les mouvements démocratiques non violents continueront d'être efficaces face à la répression.

Malgré leur critique de la FRA, les mouvements sociaux indépendants de l'Inde se sont centrés sur son application. Les mobilisations considérables qui ont lieu partout dans le pays à mesure que les gens essaient d'affirmer leur contrôle des forêts en sont témoin. De nouvelles luttes sont nées dans les États de Jharkhand, Orissa, Bengale du Nord, Maharashtra, Uttar Pradesh, Uttarakhand, Gujrat, Madhya Pradesh et Tamil Nadu ; dans tous les cas, la mise en œuvre de la FRA est perçue comme un long combat populaire pour le contrôle des forêts, plutôt que comme un processus bureaucratique. Les mouvements sociaux mettent maintenant l'accent sur le besoin d'utiliser la FRA dans les luttes présentes et futures contre l'agression du capital dans les zones boisées et pour renforcer le contrôle communautaire des forêts. Le débat pour savoir qui décide de l'utilisation des forêts est perçu de plus en plus comme une lutte pour un ordre social plus juste et meilleur, en dépit de la persistance de différences et d'ambiguïtés concernant les positions politiques et les stratégies organisationnelles, au sein de chaque mouvement mais aussi d'un mouvement à l'autre.

Toutes les forces qui travaillent sur les droits forestiers et qui revendiquent les droits communaux n'ont pas un programme ouvertement politique de ce genre. Il faut préciser que le processus de politisation des mouvements pour les forêts ou les terres communales se déroule en parallèle avec un autre processus dominé par les grandes ONG et les agences donatrices, lequel, par hasard ou à dessein, favorise la dépolitisation des luttes.

La visibilité croissante des grandes ONG

Tout comme les mouvements les plus politisés, les ONG essaient elles aussi de constituer des alliances. Cependant, il faut se demander si (et comment), dans un contexte fortement subventionné, les réseaux d'ONG peuvent s'associer avec succès aux mouvements sociaux. Et surtout, il faut se demander également si ces formations font autre chose qu'exécuter le projet de l'État de créer dans les forêts indiennes – un territoire qui, depuis quelques années, est soumis à l'influence de la gauche radicale – une société civile 'tampon' facile à

contrôler. Il est possible que ces organisations, en se situant à mi-chemin entre les mouvements à tendance gauchiste et l'État, et en promouvant des réformes sociales uniquement dans le cadre étatique, occupent souvent un espace tampon de ce genre. Cela pourrait finir par diluer les revendications politiques des mouvements sociaux, et surtout la revendication des forêts en tant que terres communales indépendantes appartenant à la communauté. Les mouvements sociaux ont travaillé en étroite collaboration avec des organisations de ce genre, mais il n'est pas certain que les implications politiques et tactiques de cette collaboration aient jamais été pleinement comprises. Les ONG néolibérales du pays visent maintenant, de façon directe, le domaine des 'droits forestiers', et un groupe de réflexion néolibéral très connu, le Liberty Institute, est en train de participer à la mise en œuvre de la FRA.

La bataille contre le capital et l'État : les enjeux en vue

Le problème n'est pas que la présence du capital dans les forêts indiennes devienne plus lourde à mesure que le temps passe, ou que l'État sape et dilue davantage la FRA pour créer un environnement favorable à l'investissement. Dans un contexte néolibéral, il faut s'y attendre. Le vrai problème c'est que les organisations du mouvement comprennent et intègrent vite et bien les enseignements politiques qui découlent de la lutte pour la FRA et pour son application. Une de ces leçons est que, à moins que les mouvements dissocient leur stratégie politique principale du processus de mise en œuvre de la FRA, dirigé par l'État et de plus en plus dominé par les ONG, ils vont probablement cesser d'être politiquement visibles. Cette visibilité est déjà trop faible quand on considère l'énorme étendue territoriale des forêts indiennes et la diversité des communautés qui les habitent. Cela requiert à son tour que les mouvements commencent par formuler ces stratégies politiques, en gardant à l'esprit la possibilité que l'État cesse d'être ouvert aux négociations et que les sauvegardes ou l'assistance que fournit la FRA disparaissent graduellement, ou même tout de suite. La réclamation d'une augmentation des sauvegardes ou de l'assistance que fournit la FRA (et l'opposition à toute tentative en contraire) doit être profondément ancrée dans la conviction politique que chaque lutte influente au niveau de la base crée son propre contexte. En outre, les luttes dans leur ensemble ne devraient pas subir les conséquences d'une connaissance insuffisante de ce qu'un État néolibéral de droite est vraiment capable de faire. La stratégie fondamentale devrait consister à renforcer les luttes populaires existantes, à multiplier ces flots de résistance, puis à les lier entre eux, d'abord du point de vue politique et ensuite du point de vue organisationnel.

Soumitra Ghosh est membre de NBFFPFW (North Bengal Forum of Forest People and Forest Workers) et d'AIFFM (All India Forum of Forest Movements). Adresse électronique: soumitrag@gmail.com.

- (1) Adivasi est un terme générique pour désigner des peuples indigènes hétérogènes de l'Inde.
 - (2) Selon la définition de la FRA, la Gram Sabha est l'assemblée ouverte de tous les habitants adultes d'un gram ou village. Bien que, théoriquement, elle soit convoquée par la Gram Panchayat, une institution autonome locale au niveau du village ou de la petite ville, selon la FRA la Gram Sabha est un organe indépendant. Il peut exister dans toutes les zones boisées qui ont une population de Tribus enregistrées ou d'autres habitants traditionnels des forêts, indépendamment du fait que ces établissements soient officiellement reconnus ou non comme des villages.
 - (3) Pour information sur le mouvement maoïste actuel, voir Chakrabarty S., Red Sun, Delhi, 2009, Roy A, Walking With the Comrades, Outlook India, <http://www.outlookindia.com/article.aspx?264738>, Nawlakha, G., Days and Nights in the Heartland of Rebellion, UK, 2012. Sur la genèse du mouvement maoïste en Inde, Banerjee, S., In the Wake of Naxalbari, Kolkata, 1980.
-

Forêts côtières menacées par le tourisme



Sur les côtes tropicales et subtropicales d'Amérique latine, principalement au Mexique, au Brésil, et dans la majorité des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, le développement de l'activité touristique s'est produit en vagues successives pendant les quarante dernières années. Cela a impliqué une diminution et une dégradation des dénommées 'forêts salées'. Les forêts côtières comprennent, entre autres, les mangroves, les forêts de plage, les terrains marécageux à inondation périodique (forêts de marais littoraux et forêts de plaines inondables) et les terrains marécageux d'eau douce. Cependant, l'un des écosystèmes les plus touchés par l'expansion touristique et résidentielle est celui des mangroves ou forêts de palétuviers.

La construction d'hôtels et de résidences en front de mer tout au long de la côte a conduit en bien des endroits au réaménagement du territoire pour en faciliter l'utilisation touristique. Cela signifie que des zones antérieurement occupées par des forêts côtières ont été détruites pour la construction d'immeubles, des projets d'infrastructure visant à faciliter l'accès entre les zones construites et la mer, ou qu'elles ont même été remplacées par d'autres environnements naturels, en fonction de modèles esthétiques standardisés de ce que doit être le paysage touristique.

Depuis la décennie passée, la côte du Pacifique du Costa Rica, par exemple, est devenue un des épicentres touristiques d'Amérique centrale. Son développement rapide en hôtels de plage et en maisons de vacances est étroitement lié au marché des États-Unis. Joint au tourisme de croisière, le tourisme résidentiel a transformé des bandes du paysage physique, ce qui a déplacé beaucoup de communautés de pêcheurs, d'agriculteurs ou d'éleveurs des zones côtières (1).

Les écosystèmes côtiers

Les mangroves ou forêts de palétuviers sont constituées par des arbres ou des arbustes ligneux qui, comme l'explique le Réseau Mangrove International, une alliance d'organisations qui soutiennent les communautés qui vivent dans les mangroves et en dépendent, "croissent et se développent dans les zones et les terrains noyés des deltas et des estuaires littoraux, et se localisent sur des sols salins, sableux, boueux, argileux, avec peu d'oxygène et parfois acides" (2). Les branches pendantes des palétuviers s'enfoncent dans la terre en s'entrelaçant. Cela produit sur l'eau des structures forestières très denses qui servent de refuge à une grande quantité d'espèces animales et végétales, en particulier des poissons, des mollusques, des coquillages, des crabes et aussi des oiseaux. Les mangroves servent de base alimentaire pour les populations côtières. Les activités de ramassage sont fréquemment l'apanage des femmes et représentent la nourriture de nombreuses familles.

Ces forêts protègent en outre les formations coralliennes qui se développent spécialement dans les eaux de l'Atlantique, et elles agissent comme barrière pour diminuer la charge de sédiments charriée par les fleuves. Ces formations sont essentielles pour l'alimentation locale et pour la reproduction de nombreuses espèces. Elles

servent aussi comme barrière qui amortit l'impact de phénomènes naturels comme les tempêtes, les tsunamis et les ouragans, chaque fois plus fréquents et intenses comme conséquence du changement climatique.

Les forêts de plage, de leur côté, se trouvent en général au-dessus du niveau de la marée haute, sur des sols sablonneux. Elles peuvent s'unir à des terres agricoles ou à des forêts de hautes terres. Ces systèmes forestiers côtiers sont très sensibles à toute modification. La végétation des plages et des dunes de sable joue un rôle important dans la stabilisation du sol et évite la sédimentation dans les lagunes ou les fleuves côtiers. Elle protège ainsi les populations de l'invasion par les dunes de sable. Les espèces animales prédominantes sont les crabes et les mollusques. Les plages sont aussi des endroits importants pour la reproduction de la tortue marine.

Les forêts en terrain marécageux à inondation périodique sont soumises à l'influence des marées et peuvent être inondées deux fois par jour par de l'eau douce ou légèrement saumâtre. L'amplitude des marées varie d'un endroit à un autre. Les forêts sont la couverture de végétation naturelle des plaines inondables littorales. Celles-ci sont reconnues comme un des écosystèmes les plus productifs, avec une vie sauvage riche en espèces.

Et finalement, les forêts en terrains marécageux permanents d'eau douce ont des sols constamment humides et se caractérisent par leurs espèces de plantes plus riches en nutriments végétaux (3).

Conséquences de la destruction

L'avancée progressive du développement touristique et résidentiel sur les côtes, en parallèle avec l'expansion de l'industrie crevettière dans d'autres zones du littoral, représente une grave menace pour les forêts côtières, et en particulier pour les mangroves. La destruction de ces forêts suppose un dommage écologique d'énormes dimensions et d'énormes conséquences. Elle augmente en plus la vulnérabilité, aussi bien des écosystèmes que des populations locales, aux phénomènes naturels, dans un contexte où l'on prévoit leur intensification sous l'effet du changement climatique.

L'urbanisation massive et incontrôlée de la bande côtière, jointe à la prolifération de l'industrie hôtelière et portuaire, a provoqué entre autres choses l'érosion de la côte. Cela a gravement touché le golfe du Mexique et la mer des Caraïbes, comme le montre l'alarmante disparition des plages de la Riviera Maya dénoncée par Greenpeace Mexique (4). Mais elle avance aussi dans d'autres régions, comme dans la province de Guanacaste, au Costa Rica. Sur ce sujet, des organisations écologistes comme la Confraternidad Guanacasteca ou la Société pastorale sociale de l'Église catholique ont lancé des alertes répétées (5). De même, la perte des forêts côtières entraîne de sérieux problèmes de pollution des eaux des fleuves et des torrents, des plages et de l'océan, ainsi que la destruction des sols et des sources et la détérioration des refuges de biodiversité.

D'autre part, la dégradation de ces écosystèmes a aussi des répercussions sur les moyens d'existence des populations côtières, en les appauvrissant et en rendant difficile leur maintien sur leurs territoires d'origine. Elle devient donc un facteur d'exode des paysans, en détruisant les bases matérielles sur lesquelles sont établies et se reproduisent les communautés côtières. Finalement, à certains endroits, la dégradation et le déboisement de ces forêts a donné lieu à une multiplication des conflits socio-écologiques.

Le tourisme, loin d'être une 'industrie sans cheminées' comme le proclament les grandes entreprises et leurs représentants institutionnels, s'accompagne d'un fort impact environnemental et, par voie de conséquence, social. Aujourd'hui les forêts côtières se voient fortement menacées par les activités touristiques ou résidentielles, et cette menace vient s'ajouter à celle que représente l'expansion de l'industrie crevettière.

Ernest Cañada, Coordinateur d'Alba Sud, ernest@albasud.org

Notes:

- (1) [Femke van Noorloos](#), ¿Un lugar en el sol para quién? El turismo residencial y sus consecuencias para el desarrollo equitativo y sostenible en Guanacaste, Costa Rica, Alba Sud, Opiniones en Desarrollo, N15, mai 2013, www.albasud.org/publ/docs/58.pdf.
 - (2) Red Manglar Internacional est une alliance d'organisations de base communautaire formée par la représentation de 10 pays latino-américains (Brésil, Colombie, Cuba, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Pérou et Venezuela). Elle a pour objectif de “défendre les mangroves et les écosystèmes marins côtiers, en garantissant leur vitalité et celle des populations utilisatrices ancestrales qui vivent en relation avec eux, face aux menaces et aux effets des activités susceptibles de dégrader l'environnement, de perturber l'équilibre naturel écologique et/ou de violer les droits humains des collectivités locales”. Davantage d'information : <http://redmanglar.org>.
 - (3) FAO: Gestion intégrée des zones côtières et foresterie. Site web: www.fao.org/forestry/icam/4360/fr/.
 - (4) Greenpeace Mexico, Campagnes: Turismo depredador, www.greenpeace.org/mexico/es/Campanas/Oceanos-y-costas/Que-amenaza-a-nuestros-oceanos/Turismo-depredador/.
 - (5) Ronal Vargas, Una mirada socio-económica a Guanacaste y su gente, Alba Sud, 22 janvier 2013. www.albasud.org/noticia/es/378/una-mirada-socio-econ-mica-de-guanacaste-y-su-gente.
-

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

Campagne “Non à ProSavana” en Afrique Méridionale

Au cours du Sommet des Peuples organisé à Bulawayo, Zimbabwe, du 14 au 16 août 2014, en parallèle à celui de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), l'Union des Paysans du Mozambique, UNAC, membre de La Vía Campesina, a affirmé que ProSavana, un grand projet agro-industriel mozambicain auquel participent aussi le Brésil et le Japon, “est une campagne non seulement nationale mais régionale”. L'UNAC a annoncé que ProSavana allait transformer 14,5 millions d'hectares de terres arables, actuellement utilisées par de petits agriculteurs du Couloir de Nacala, situé dans le nord du pays, en plantations industrielles dirigées par des transnationales et orientées vers l'exportation.

Pour en savoir plus (en anglais) : <http://www.viacampesina.org/en/index.php/actions-and-events-mainmenu-26/stop-transnational-corporations-mainmenu-76/1650-no-to-prosavana-campaign-mozambicans-look-for-regional-solidarity>.

Voir aussi l'article de La Vía Campesina qui dénonce que les femmes du Couloir de Nacala ne peuvent plus ramasser de bois de feu ni d'autres produits forestiers là où le projet ProSavana est en cours de réalisation : <http://www.viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/women-mainmenu-39/1646-mozambique-women-prevented-from-fetching-firewood-and-other-forest-products-in-nacala-corridor>.

Déclaration du Sommet des Peuples: “Nous rejetons les fausses solutions, dirigées de l'extérieur, du changement climatique, comme REDD+”.

Le réseau NO REDD in Africa! (NRAN) a participé au Sommet des Peuples 2014 organisé à Bulawayo, au

Zimbabwe. La déclaration finale du sommet adresse de fortes réclamations aux chefs d'État. Le "rejet des fausses solutions du changement climatique" en est une, et elle appelle les gouvernements à "rejeter les fausses solutions, dirigées de l'extérieur, du changement climatique, comme celles qui figurent dans les propositions REDD Plus, Révolution verte et Agriculture intelligente face au climat".

Texte intégral de la déclaration (en anglais) : <http://www.no-redd-africa.org/index.php/declarations/106-2014-sadc-peoples-summit-declaration-we-reject-externally-driven-false-solutions-to-climate-change-such-as-redd>.

VI Conférence Nationale des Páramos et des Hautes Montagnes, De l'eau pour la vie!, Colombie

Les Amis de la Terre Colombie, CENSAT Agua Viva, mettent à la disposition du public trois enregistrements audio promotionnels de la Conférence des landes et des hautes montagnes, à l'intention des habitants des Hautes Andes. La Conférence convoque les communautés des Hautes Andes et les organisations paysannes, indigènes et sociales de Colombie, afin d'ouvrir un espace de réflexion et d'articulation populaire pour la défense des territoires de montagne.

Pour télécharger les enregistrements audio (en espagnol) veuillez visiter :

<http://censat.org/es/noticias/compartimos-audios-promocionales-de-la-vi-conferencia-nacional-de-paramos-y-altas-montanas>.

Caravane pour la Justice Climatique, le Genre et la Souveraineté Alimentaire à travers le Bangladesh, l'Inde et le Népal

Des organisations paysannes membres de La Vía Campesina du Bangladesh, de l'Inde et du Népal vous invitent à vous joindre à la caravane de 18 jours (du 10 au 18 novembre 2014), pour approfondir et élargir les réseaux de mouvements populaires en Asie du Sud et pour renforcer la solidarité internationale autour d'une action spécifique concernant les problèmes du changement climatique, du genre et de la souveraineté alimentaire. Il y a 40 places pour des délégués internationaux, et la date limite pour s'inscrire est le 1er octobre.

Davantage d'information (en anglais) : <http://www.krishok.org/climate-justice-caravan-2014.html>.

Pétition pour mettre Fin au Harcèlement d'une Femme qui Défend la Terre et l'Eau au Pérou: Oui à l'eau, non à la mine!

Au nord des Andes péruviennes, à Cajamarca, où les sources des fleuves, les forêts, la lande et ses rivières devraient être voués à la conservation, l'entreprise minière la plus grande d'Amérique du Sud, Yanacocha, essaie d'imposer un énorme projet au mépris des droits de la population. Pendant plus de dix ans, Máxima Chaupe et sa famille ont refusé de vendre leurs terres à l'entreprise, raison pour laquelle ils ont été brutalement agressés en plusieurs occasions. Un juge a condamné Máxima à deux ans et huit mois de prison, et à payer à l'entreprise minière 5 500 sols à titre de réparation pour l'usurpation supposée de ses terres. Une campagne de signatures a été organisée, pour remettre aux autorités péruviennes compétentes une lettre du Réseau latino-américain de femmes.

Afin signer la pétition pour mettre fin au harcèlement et à la violence à l'égard de Máxima, veuillez visiter www.salvalselva.org/mailalert/965/condenada-por-empresa-minera-maxima-es-inocente.

RECOMMANDATIONS

Paraguay: le soja transgénique et la violation des droits de l'homme. Après le coup, le pouvoir de fait des transnationales se consolide.

L'expansion rapide de la monoculture de soja transgénique au Paraguay – breveté à 95 % par Monsanto – a laissé un sillage de destruction et de désolation. La souveraineté alimentaire du pays est en danger, ainsi que la vie de milliers de familles paysannes et de peuples indigènes, qui sont expulsés de façon de plus en plus violente de leurs lieux d'origine et dont les droits historiques et ancestraux sont violés. Le dernier rapport de l'Alliance Biodiversité sur les impacts du soja transgénique au Paraguay estime qu'entre 1991 et 2009 le pays a perdu plus de 3,2 millions d'hectares de forêt indigène, soit 15,34 % de sa superficie totale.

L'article complet (en espagnol) : <http://nicaraguaymasespanol.blogspot.com/2014/08/paraguay-soja-transgenica-y-la.html>.

Des organisations de femmes convergent en parallèle au Sommet des Chefs d'État de la Communauté de développement d'Afrique australe (14 – 18 août).

Des femmes de tous les coins d'Afrique australe se sont rencontrées à Bulawayo, au Zimbabwe, pour participer au Sommet des Peuples. Elles souhaitent partager leurs expériences sur les répercussions que les décisions prises par les gouvernements ont eues sur elles et sur les impacts du complexe agro-minier hérité de la période coloniale, qui continue de s'appropriier des terres pour des activités extractives. Le plus important est que ces femmes se sont rencontrées pour établir ou renforcer des liens de solidarité, pour former des alliances fortes et pour s'engager à lutter pour un changement de système.

Pour lire l'article complet (en anglais) : <http://www.viacampesina.org/en/index.php/news-from-the-regions-mainmenu-29/1649-sadc-building-unity-and-solidarity-to-effect-a-system-change>.

Quand les forêts ne sont pas vraiment des forêts: le coût élevé des plantations d'arbres chiliennes

D'après Global Forest Watch, les forêts chiliennes sont en expansion. Or, sur le terrain le panorama est différent : les plantations industrielles d'arbres ont remplacé les forêts naturelles, et elles occupent maintenant 43 % du paysage sud-central du Chili. Le fait de définir les plantations comme des forêts a permis au gouvernement de multiplier les premières à un rythme rapide, en dépouillant les Mapuche de leurs territoires. Néanmoins, les Mapuche continuent de lutter avec force pour récupérer leurs droits fonciers traditionnels.

Pour lire l'article complet (en anglais) : <http://news.mongabay.com/2014/0818-gfn-moll-rocek-chile-plantations.html#BJxeJr3mJSQJTxBp.99>.

Le Réseau Africain de la Biodiversité (African Biodiversity Network) présente le documentaire “La malédiction minière : des sites naturels sacrés assiégés”

Le documentaire explique comment, depuis des générations, les communautés africaines ont maintenu et défendu leurs sites sacrés naturels, situés dans les forêts, les montagnes, les rivières et les sources, et qui sont importants du point de vue culturel, écologique et spirituel. Ces sites sacrés ont été protégés par les hommes et les femmes depuis des temps immémoriaux. Or, en quête de profits économiques ces sites sont maintenant pillés, avec des conséquences dévastatrices qui mettent en danger la vie de communautés entières. Les industries extractives et l’industrie minière en particulier, sont un des facteurs déterminants de cette destruction, et elles profanent les forêts, les montagnes et les fleuves, qui sont des zones habituellement associées à des sites naturels sacrés. Le film explore les luttes locales en donnant la parole aux protecteurs de ces sites.

Le documentaire (en anglais) est à l’adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=rissplXas>.

Le site web “Situation des fleuves du monde”, de l’ONG International Rivers, montre l’état alarmant du bassin du fleuve Mékong

En sélectionnant le Bassin du fleuve Mékong sur le panneau de droit où il est dit ‘River Basin in Focus’, vous verrez des renseignements détaillés sur cette zone. Le fleuve Mékong est le plus long du Sud-est asiatique et le dixième en longueur du monde. Il commence son voyage en Chine, sur le plateau du Tibet ; alimenté par la fonte des neiges de l’Himalaya tibétain, le Mékong descend à travers le Myanmar, le Laos, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam, avant de se jeter dans la mer de Chine méridionale. Bien que le bassin du Mékong soit une des zones du monde les plus riches en biodiversité, les gouvernements de la région sont décidés à construire de nombreux barrages sur son cours principal et sur ses bras. Cela risque d’avoir des effets irréversibles sur ses nombreux écosystèmes, ainsi que sur les moyens d’existence et la souveraineté alimentaire de millions de personnes.

Vous trouverez le site web interactif (en anglais) sur : <http://www.internationalrivers.org/worldsrivers/>.